Elections Législatives - 21 mars 1993

Parti des Travailleurs

4ème Ciconscription du Nord

J-M BEURRIER
Conseiller Municipal à Marquette
N. DONNE
Suppléante



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Militant ouvrier communiste depuis 1968, fidèle à mes convictions, j'ai rejoint le Parti des Travailleurs à sa fondation en novembre 1991.
Il est indispensable aujourd'hui de rappeler que tout élu mandaté par des voix ouvrières doit respecter ce mandat ou être révoqué.

Oui, il existe une issue à la crise que traverse le pays.
On ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la sécurité sociale et les retraites, alors que le gouvernement :

- a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak ;
- a versé 150 milliards dans la poche des capitalistes qui spéculent contre le franc ;
- a exonéré les patrons de 35 milliards de francs de charges sociales de 1986 à 1991 ;
- verse 40 milliards par an de fonds publics à l'école privée.

La politique menée depuis 10 ans par Mitterrand et ses ministres PS et PCF l'est au mépris total du mandat confié par les travailleurs, et a aggravé les conditions de vie de la population du pays.

Dans le Nord :

- 110 000 emplois industriels , 2 000 emplois de cadres, et 1 000 exploitations agricoles perdues en dix ans.
- 216 classes primaires, et l'équivalent de 150 postes de Lycées Professionnels supprimés en 1993.
- des offres d'emplois en chute de 30% en 1 an.
- des constructions de logements en chute de 30% en 20 ans.
- le triste record de 12% de RMistes, de 18% de chômeurs.
- la fermeture de Massey en 1984, des filatures de St André, les suppressions d'emplois à Rhône-Poulenc et la généralisation de la sous-traitance en remplacement du personnel d'entretien.

Cette politique n'est pas celle du changement, c'est une politique de soumission aux plans du F.M.I. et de la CEE, des capitalistes et des patrons.

Mais, nous le constatons, la résistance ouvrière à cette politique est là, grandissante, cherchant la voie de la grève générale:

- un non massif des travailleurs à Maastricht, c'est à dire un non à l'Europe du capital ;
- le rejet du partage des revenus par le partage du travail exprimé par les travailleurs de Valmex à Vieux Condé ;
- les manifestations des métallurgistes de Fives Cail qui veulent garder leur emploi ,
- les manifestations des enseignants de lycées et lycées professionnels dont on supprime les postes ;
- la grève générale à la SNCF.

Qui a intérêt à instaurer la démocratie :

- ceux qui s'autoamnistient ?
- ceux qui sont absous par la Haute Cour dans l'affaire du sang contaminé ?
- ou les travailleurs de la sous-traitance qui dans le Nord Pas de Calais ont réalisé 18 milliards de travaux en 1990 ;
- ou les 3 000 familles victimes du surendettement ; les chômeurs du Nord ; les milliers de travailleurs menacés par les plans de licenciements et de privatisations, les milliers de jeunes voués à l'exploitation et à la précarité.

Puisque seuls les travailleurs ont intérêt au changement, l'issue réside dans leur unité.
Les travailleurs le savent, l'unité ne sortira pas des urnes mais du combat organisé pour résister aux plans et "réformes" du gouvernement et du grand capital.
Le combat organisé ouvrira la voie à la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions antidémocratiques de la Vème République, un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple et dont la légitimité sera fondée sur les décisions d'une assemblée constituante souveraine :

POUR :

- confisquer l'argent distribué aux spéculateurs et l'injecter dans l'économie ;
- par la loi, interdire les licenciements et interdire le travail précaire ;
- abroger la loi AUBRY sur le partage du travail ;
- abroger la loi de santé Teulade, maintenir les hôpitaux menacés de fermeture,
- abroger la CSG ;
- respecter le principe laïque "fonds privés à l'école privée" ;
- abroger les mesures dictées par la CEE et le GATT ;
- bloquer les loyers et annuler les dettes des travailleurs précaires ou au chômage ;
- embaucher dans les services publics ;
- arrêter l'hémorragie des emplois à Rhône-Poulec et Cibié.

J'appelle toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans ce combat :
- à mener campagne pour l'unité, pour la grève générale ;
- à rejoindre les travailleurs d'Europe dans le rassemblement du 20 juin 1993, à Paris contre les plans de privatisation du F.M.I. et de la C.E.E.

LE 21 MARS 1993,
VOTEZ POUR J.-M. BEURRIER

vu, le candidat.

Imprimerie ECOPRODUITS, LILLE, Tél.20.57.85.57